

**Agent-e-s de la région : toutes et tous en lutte pour de meilleures conditions de travail
et la titularisation de tout-e-s les précaires !**

Jeudi 19 mai : appel à la grève contre la loi Travail et rassemblement agent-e-s devant le Conseil régional

A peine arrivée à la région, la nouvelle majorité et sa présidente Valérie Pécresse mettent à la porte plus de 300 personnes, et lancent une politique réactionnaire sans précédent. Pour refuser cette nouvelle politique, la mobilisation a d'ors et déjà commencé dans plusieurs

établissements du 93 (Montreuil, Villepinte...). SUD Éducation 93 appelle à l'élargissement de cette mobilisation et au rassemblement le jeudi 19 mai à 9h, jour de réunion du Conseil régional, et à rejoindre le cortège contre la loi travail, pour converger dans les luttes.

Rassemblement à partir de 9h, le jeudi 19 mai devant le Conseil régional, place Tardieu (métro Saint-François Xavier, ligne 13)

La nouvelle politique du Conseil régional : vers moins d'emploi et plus de souffrance au travail

Moins d'emploi et des conditions de travail dégradées pour toutes et tous.

Les postes précaires et à temps partiel se sont multipliés ces dernières années, avec le recours aux contractuel-le-s et aux personnels en CUI (Contrat Unique d'Insertion) sous-payé-e-s, à temps partiels forcés de 20 heures par semaine payées au SMIC horaire, et de 24 mois maximum, qui pour la majorité ne bénéficient pas de la formation à laquelle ils ont droit. Dès son arrivée à la tête de la région Valérie Pécresse décide au siège de la région de ne pas renouveler 32 contractuel-le-s et la disparition (départs en retraite...) de 50 postes titulaires. A cela s'ajoute dans les lycées de la région le non renouvellement de 300 agent-e-s en CUI parmi les 650 CUI employé-e-s. Cette politique est fatale à l'emploi, dégrade les conditions de travail des agen-e-s qui voient leur charge de travail augmentée, et détériore les conditions d'apprentissage et de travail des élèves et des personnels.

Des choix politiques et budgétaires : en marche vers l'ultra-sécuritaire !

Au dernier vote du budget 800 000 euros jusque là dédiés au recrutement d'agent-e-s ont ainsi disparu. Où est allé cet argent ? Aux nouvelles priorités de la région : l'équipement en vidéosurveillances et les caméras, dans le cadre d'une politique ultra-sécuritaire de façade qui n'assurera la sécurité de personne. Comment en effet assurer la sécurité de toutes et tous avec toujours moins de personnels, pour assurer l'accueil, pour réparer les portes incendies, pour veiller à l'hygiène des plats,... ? Elle va de pair avec une politique idéologiquement très inquiétante : la suppression du dispositif pass' contraception qui permettait un accès gratuit et anonyme à des contraceptifs et à des consultations médicales, ou encore le projet de mise en place de test de dépistage systématique du cannabis dans les lycées.

Convergence des luttes : le 17 mai, Solidaires appelle à la grève reconductible contre la loi travail, le jeudi 19 mai une manifestation partira à 14h de la place de la Nation

Des conditions de travail déjà extrêmement dégradées

Souffrance au travail : 30% des agent-e-s de la région en restriction médicale

Pourtant les conditions de travail, déjà difficiles, des agent-e-s ne cessent de se détériorer. Postes aménagés, temps-partiels thérapeutiques, non-remplacements des absent-e-s, postes « gelés » ou en reclassement... les équipes complètes se font rares, le travail de plus en plus pénible. En effet, que ce soit dans les collèges ou les lycées, les créations de postes sont très insuffisantes aux vues de l'augmentation du nombre des établissements. Par ailleurs les remplacements sont aujourd'hui de plus en plus sollicités car les conditions de travail se dégradant, les problèmes médicaux sont de plus en plus nombreux. Les agent-e-s des lycées ont une moyenne d'âge supérieure aux autres secteurs et sont beaucoup plus soumis-e-s aux maladies professionnelles (troubles musculo-squelettiques). Des nombreuses agentEs bénéficient d'un poste aménagé mais aucun reclassement, aucun débouché pour ceux et celles qui ne peuvent plus

continuer à travailler normalement. La hiérarchie répond aujourd'hui par le recours à des ergonomes qui ne peuvent répondre aux problèmes de santé rencontrés. Aujourd'hui 30% des agent-e-s des lycées de la région ont des restrictions médicales, cette statistique est en soi révoltante.

Pressions hiérarchiques

Les conditions des travail des agent-e-s sont de plus aggravées par la pression quotidienne de la hiérarchie « éducation nationale » représentée par le ou la gestionnaire, le ou la MO d'encadrement ou encore la ou le chef-fe cuisine. La situation est complexifiée par la double hiérarchie. En cas de conflit les agent-e-s en difficulté se retrouvent face à une direction en général soudée. Sauf cas exceptionnel, le ou la chef-fe d'établissement soutient son ou sa gestionnaire sans lequel ou laquelle il/elle ne peut pas gérer l'établissement.



Pour les agent-e-s, SUD éducation 93 revendique :

- création de postes de titulaires à hauteur des besoins exprimés par les personnels
- une réduction du temps de travail : 32 heures hebdo maximum
- une augmentation des salaires : à court terme la fin des temps partiels imposés et des salaires en dessous du seuil de pauvreté et, pour les agent-e-s des collèges, un alignement sur le statut plus favorable de la région
- la prise en charge de la couverture sociale par l'employeur-se
- le remplacement des personnels absents et la compensation des personnels en restriction médicale
- la reconnaissance de tous les problèmes médicaux avec possibilité de reclassement et départ en retraite anticipé à taux pleins pour les agent-e-s qui ne peuvent plus continuer à travailler
- la création d'un CHS-CT des collèges et prises en compte des fiches RSST et des risques psychosociaux
- la titularisation sans condition de concours ni de nationalité de tou-te-s les précaires (contractuel-le, CUI...)
- l'instauration de fiche de vœux dans tous les lycées et les collèges pour tou-te-s